

Gaza : «Il n'y a pas de souffrance», lance le président de la Knesset aux députés français

16 mai 2018, 16:13



Youli Edelstein, à gauche, serrant la main à François de Rugy le 16 mai 2018

En visite en France, Youli Edelstein a été auditionné par les députés après les violences à Gaza et la mort de 59 Palestiniens tués par Tsahal. Vivement interpellé, il a recommandé aux parlementaires de ne pas tenter de comprendre les terroristes.

La visite en France du président de la Knesset, le Parlement israélien, le 16 mai, n'était pas de tout repos. Apostrophé sur la mort d'au moins 59 Palestiniens qui manifestaient le 14 mai à Gaza contre le transfert de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem, Youli Edelstein a été confronté à une audition des députés français, plutôt musclée. A l'origine, il avait été invité par la commission des Affaires étrangères dans le cadre d'une visite officielle en France à l'occasion du 70e anniversaire de la création de l'Etat d'Israël.

Les élus français ont commenté l'attitude de l'Etat hébreu, que la plupart ont qualifiée de disproportionnée ou d'illégitime, à l'exception du député des Français de l'étranger de cette région du monde, Meyer Habib (UDI). Plusieurs, comme le député La République en Marche (LREM) Jean François MBaye, ont demandé à Israël d'accepter des enquêtes indépendantes sur la mort de manifestants palestiniens. «Comment pouvez-vous comparer les terroristes de Daesh avec les Palestiniens qui se battent pour leurs droits ?», s'est interrogée la députée de La France insoumise (LFI) Clémentine Autain, dénonçant le «blocus [imposé par Israël] depuis plus de 10 ans» aux habitants de Gaza.

«Donald Trump et Benjamin Netanyahu ont du sang sur les mains alors que, selon l'ONU, les manifestants ne constituaient aucune menace imminente», a-t-elle souligné.

Un député communiste accuse Israël de mener une «politique de terreur»

Dénonçant un blocus illégal, le député communiste Jean-Paul Lecoq a accusé Israël de mener «une politique de terreur». «Vous êtes un Etat terroriste dans votre comportement», a-t-il ajouté, réclamant l'annulation de la «Saison France-Israël», une série d'échanges culturels et scientifiques entre Paris et Tel-Aviv, prévue de juin à septembre prochains.

Une idée rejetée par la présidente du groupe d'amitié France-Israël de l'Assemblée, Elise Fajgeles (LREM), qui a plaidé pour des relations parlementaires entre les deux pays empreintes de «gravité» et «d'honnêteté intellectuelle».

Dans son propos liminaire, la présidente de la commission des Affaires étrangères, Marielle de Sarnez (Modem), a rappelé l'inquiétude de la France depuis le choix du président Donald Trump, approuvé par Israël, de se retirer de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

«Je vous en supplie, ne tentez pas de comprendre des terroristes !»

Cette décision «nous apparaît lourde de menaces sur la stabilité de la région», a dit l'ancienne ministre, pour qui ce départ a «plus de chance de déboucher sur le renforcement de tensions difficilement contrôlables, dont nous voyons déjà les prémices, que sur un meilleur accord».

«Si les Européens veulent renégocier l'accord, comme ils disent vouloir le faire, il faut l'arranger ou l'annuler», a dit Youli Edelstein.

«Il faut comprendre que la situation à Gaza a très peu à voir avec le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem», a également justifié Youli Edelstein. «C'est une action très bien planifiée du Hamas qui utilise les populations y compris des femmes, des enfants, des adolescents, comme boucliers humains», a-t-il affirmé.

Critiquant les tentatives de certains de comprendre les revendications des Palestiniens, Youli Edelstein a lancé : «S'il vous plaît, une demande très personnelle. Je sais ce qu'est la souffrance. Je sais ce qu'est le manque de démocratie. S'il vous plaît, je vous en supplie ; Ne tentez pas de comprendre des terroristes. Non. Il n'y a pas de souffrance ! Rien au monde ne justifie de faire exploser des autobus ou de mener des attaques terroristes.»

Dans la journée Youli Edelstein assistera à la cérémonie de décoration posthume de «Justes parmi les Nations». Cette rencontre, prévue de longue date sera l'occasion de signer un accord interparlementaire pour des «échanges réguliers, avec les différentes sensibilités» de chaque Parlement, selon le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy.